

L'économie mondiale 2013

La crise dans tous ses états



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

La stagnation actuelle ne doit pas masquer que l'économie mondiale reste en expansion, non sans soulever d'ailleurs d'autres défis (sociaux, environnementaux, etc.).

Les fins d'année sont propices à l'établissement de bilans politiques, stratégiques et, bien entendu, économiques. Lesquels sont aussi l'occasion de dresser les grandes lignes structurantes de l'année future. Rapports, analyses, dossiers se multiplient ces dernières semaines. Tous font la part belle à la gestion de la crise financière et économique, qui n'en finit pas de bouleverser les grands rapports de force mondiaux. Le Centre d'études prospectives et d'information internationale (CEPII) constate que, fin 2012, *"la zone euro n'a pas trouvé d'issue à la crise et que l'économie mondiale n'a pas retrouvé de moteur"*. Pour l'heure, le pire - inflation dans les pays émergents, déflation dans les pays avancés - semble avoir été évité. *"La situation reste pourtant extrêmement instable et incertaine, des risques importants continuant de menacer l'économie mondiale"*, avertit de son côté l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) dans son *Année stratégique 2013*. Faut-il céder au pessimisme ? Tout dépendra de la mise en place, ou non, de stratégies économiques de long terme.

"Cinq années se sont écoulées depuis le début de la crise financière partie des États-Unis. Les espoirs d'une reprise prenant progressivement de la vigueur après la récession de 2009 ont été anéantis par la crise de la zone euro", résumant les auteurs de la publication annuelle du CEPII. La faiblesse de la croissance américaine et le ralentissement des pays émergents - Chine en tête - laissent l'économie mondiale atone et ne permettent pas d'envisager de reprise économique rapide, faute de demande globale. L'Europe est quant à elle entrée en récession, aggravée par une crise monétaire pour ses membres les plus importants, à l'exception notable de la Grande-Bretagne. Le ralentissement économique est à la fois la cause et la conséquence de la crise de la dette souveraine qui agite l'Europe et affecte inévitablement le bilan des banques propriétaires de dettes publiques. Bref, un bilan général qui ne prête pas à l'optimisme. La stagnation actuelle ne doit pas masquer cependant que l'économie mondiale reste en expansion, non sans soulever d'autres défis (sociaux, environnementaux, etc.). Les diverses projections macroéconomiques, hors zone euro, tablent sur une stabilisation de la croissance à plus de 3 % pour l'année 2013.

Un bilan terne pour un monde gris ?

Côté pays développés, États-Unis et Europe font face à la fois à un chômage élevé, à un faible niveau de confiance des ménages et des entreprises, ainsi qu'à la fragilité de leur secteur bancaire et financier. Si le panorama de l'économie américaine reste nettement plus positif que celui de la *"Vieille Europe"*, il n'empêche que

**Chez les pays émergents,
les pronostics d'une
croissance à deux chiffres
appartiennent désormais au
passé.**

Washington peine à afficher un retour pérenne à la croissance. Il n'est d'ailleurs pas anodin, souligne le CEPII, que la récente campagne électorale se soit presque exclusivement concentrée sur "*les orientations budgétaires, l'emploi et la réindustrialisation, les inégalités et la finance*". En pleine mondialisation, les difficultés rencontrées par les deux principales économies mondiales se renforcent mutuellement et touchent par ricochet celles des autres acteurs des échanges internationaux.

Côté pays émergents, la croissance est aussi en recul. Les pronostics d'une croissance à deux chiffres appartiennent désormais au passé. Dans plusieurs grands pays (Brésil, Inde, Russie, Afrique du Sud et Turquie), les politiques monétaires mises en place ces dernières années pour combattre la montée des pressions inflationnistes ont affecté en partie les capacités de relance. Ainsi, les pays émergents n'ont pas été en mesure d'optimiser pleinement le timide redressement de l'activité aux États-Unis et au Japon de 2011. "*La Chine n'est pas non plus à l'écart des retombées de la crise européenne et plus généralement de la faiblesse de la demande des économies avancées*", rappelle le CEPII. En pleine mutation interne, elle risque de surcroît de ne plus jouer son rôle de locomotive du monde. Sa croissance est non seulement affectée (-1,1 % au 1^{er} semestre 2012), mais réallouée en priorité à son titanesque projet de "*Grande Mutation*" (cf. note CLES, n°69, 24/05/2012).

Quelle économie mondiale pour 2013 ?

Difficile exercice que celui de la prospective, même à court terme. Les problèmes qui affectent l'économie mondiale sont multiples et surtout excessivement interdépendants. Les futures relations internationales ne sont pas à l'abri d'une "surprise stratégique" qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences inattendues sur l'économie. Que l'on songe, par exemple, à un blocus maritime du Golfe arabo-persique ou à l'explosion de la zone euro !

Imprévus mis à part, les économistes se proposent de dresser les tendances dimensionnantes de l'avenir probable. De façon générale, l'OCDE a pronostiqué fin novembre 2012 une reprise "*hésitante et inégale*" de l'économie mondiale d'ici 2014. L'analyse faite par l'organisation concorde globalement avec celle des autres grandes institutions (FMI, Banque Mondiale, ...) et des *think tanks*. Les États-Unis devraient voir leur croissance se maintenir à son niveau actuel, autour des 2 %, mais sans réelle stabilisation. Il est vraisemblable aussi qu'ils durcissent leur politique budgétaire tout en maintenant à la baisse les taux directeurs. En Europe, la situation est plus critique. La récession perdurera l'an prochain. Fin 2013, une amélioration devrait s'amorcer sans que les différents analystes s'accordent sur ses conséquences pour 2014. Croissance retrouvée ou non, le débat reste ouvert. La crise de la zone euro fait également l'objet de spéculations, d'autant que les mesures prises jusqu'alors ne visent qu'à gagner du temps dans l'attente de la mise en œuvre des nécessaires réformes structurelles. En Europe encore, l'analyse est rendue plus difficile en l'absence de visibilité sur le maintien ou non des politiques d'austérité qui affaiblissent les perspectives de croissance et de reprise de l'emploi. Dans les pays émergents enfin, l'activité à l'exportation pâtira du prolongement de la crise européenne. La demande intérieure devrait se confirmer et rester le principal moteur de la croissance en Asie, comme en Amérique latine. Certains pays d'Europe de l'Est - comme la Hongrie, la Bulgarie ou encore la Pologne - devraient eux aussi s'assurer de la croissance via leurs marchés domestiques en pleine expansion.

Voilà pour le très court terme. Pas de surprise puisqu'il s'agit, au fond, du prolongement des tendances observées aujourd'hui. Sachant que la science économique, qui s'était révélée incapable d'anticiper ni même d'expliquer réellement la crise de 2008, est de plus en plus remise en cause. Le récent ouvrage de l'anthropologue et économiste Paul Jorion (*Misère de la pensée économique*) illustre cette montée en puissance des critiques d'une science jugée à la fois "*hégémonique*", "*utopique*" et "*normative*" ("*au sens où elle prône une certaine manière de se comporter plutôt qu'elle ne décrit des comportements effectifs*"), alors qu'elle inspire toutes les politiques économiques du moment. En complément, le recours à une analyse plus prospective, à

**Sur le très court terme,
peu de surprise à attendre
selon les experts, qui se
contentent de prolonger
des tendances observées
aujourd'hui. Non sans
soulever de plus en plus de
critiques...**

15-20 ans, est donc souhaitable. Elle reste toutefois un art délicat car elle suppose d'anticiper les stratégies des États ou groupes d'États - lesquelles sont à peine plus simples et "modélisables" que les comportements des acteurs économiques!

Une incapacité stratégique à s'assurer de l'économie de demain ?

Paradoxalement, "jamais nous n'avons connu aussi bien les maux qui nous accablent. Mais jamais nous n'avons été aussi impuissants à adopter les remèdes qui les soulageraient", indiquait récemment *Le Monde*. "Réductions des dettes [...], rééquilibrage intérieur [...], défis énergétiques et environnementaux, régulation financière, [...] : face à ces multiples défis, qui sont autant d'incertitudes pour la croissance mondiale, l'action publique redevient la solution à cette équation complexe. La question est alors de savoir quelle intervention, dans quel but et avec quels moyens?", s'interroge pour sa part Sylvie Matelly de l'IRIS.

La principale difficulté des politiques actuelles tient à la discordance des temps : celui de l'analyse et de la réflexion est rarement compatible avec celui de l'action des décideurs politiques, prisonniers de la "dictature de l'urgence".

La principale difficulté tient à la discordance des temps entre les experts et analystes d'une part, les décideurs politiques d'autre part, ces derniers se montrant trop souvent prisonniers d'une certaine "dictature de l'urgence" (Gilles Finchelstein). La croissance maintenant et pour tous, et tant pis si les mesures pour l'obtenir hypothèquent l'avenir! L'exemple de l'Union européenne est symptomatique de cet état de fait. Ainsi, le budget de l'Union européenne pour la période 2014-2020 n'a pas été adopté par le Conseil fin novembre 2012 en raison de profonds désaccords sur le montant de l'enveloppe globale et de son allocation. Les négociations devraient se conclure début 2013, mais à quel prix? Les conclusions du dernier Conseil n'invitent pas à l'optimisme. La tendance majeure est à rogner sur les investissements de long terme - tels que la recherche et l'innovation - pour privilégier les résultats immédiats. Pareille décision pourrait s'avérer dangereuse, en hypothéquant les chances de continuer à disposer, à l'avenir, des savoir-faire compétitifs indispensables. Tout comme pour la stratégie, la "préparation de l'avenir" ne s'inscrit pas dans le même espace-temps que la gestion de l'immédiateté. Pour l'industrie européenne, cette préparation nécessite le maintien des compétences des bureaux d'études et la préservation de l'outil industriel. Donc des financements et une capacité d'investissement sur le temps long et, en amont, l'apport essentiel de la recherche fondamentale pour le développement de nouveaux produits. Sans effort et donc sans financement public conséquent, l'Europe risque tout simplement de s'écarter de la marche du monde économique de demain. Une autre illustration est donnée par les pays émergents, qui préfèrent trop souvent favoriser les mécanismes de relance immédiate de leur croissance plutôt que d'initier les politiques sociales qui leur font tant défaut.

En politique économique comme à la guerre, "la maxime 'sécurité d'abord' mène tout droit à la ruine" (Winston Churchill). Pour vaincre durablement la crise, pays développés comme émergents pourront-ils faire l'impasse sur une révision, forcément douloureuse, de leurs modèles actuels? ■

Pour aller plus loin: *L'économie mondiale 2013*, par le CEPII, La Découverte, 125 p., 10 €; *L'année stratégique 2013*, sous la direction de Pascal Boniface, IRIS, Armand Colin, 540 p., 27 €; *Changez d'aire!* in *Dossiers&Documents* n°424, *Le Monde*, novembre 2012, 2,95 €; *Misère de la pensée économique*, par Paul Jorion, Fayard (03/10/2012), 356 p., 19 €.

EXTRAIT :

Sur les politiques de croissance et d'austérité - "La croissance économique est au cœur du système: l'État doit donc soutenir la consommation et l'investissement mais s'il augmente l'impôt pour le faire, il pénalise les entreprises et, dans un monde global, le producteur national. Il peut alors choisir de soutenir le producteur, si tant est qu'il en reste, mais cette politique a un coût cette fois-ci pour le consommateur qui du fait d'une moindre concurrence paiera plus cher ses achats. Le débat qui s'est engagé au début de l'année 2012 sur la priorité à l'austérité ou à la croissance est donc complexe." (Sylvie Matelly, *L'année stratégique 2013*, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>